

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.429/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 17 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant l'article 167 du Code civil", a donné le 8 juin 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Examen de l'avant-projet

1. Comme l'explique l'exposé des motifs, l'avant-projet de loi vise

"(...) à assurer une transparence entre les communes en matière de refus de célébrer un mariage (...). Actuellement, en application des articles 63, § 4, alinéa 3 et 167, alinéa 5 du Code civil, les informations nécessaires (relatives au refus de célébrer mariage) sont déjà portées à la connaissance de l'officier de l'état civil de la commune d'inscription ou de résidence actuelle d'un des partenaires, si sa commune de résidence n'est pas celle où le mariage est célébré. Il n'est cependant pas prévu actuellement dans la loi qu'en cas de modification ultérieure du lieu de résidence principale de l'intéressé, la nouvelle commune d'inscription soit également informée du refus de célébrer mariage dont il a fait l'objet (...)"

L'avant-projet de loi tend à combler cette lacune dans la loi, en complétant l'article 167 du Code civil par un alinéa nouveau, aux termes duquel

"Durant deux ans à dater du jour du refus, l'officier de l'état civil de la commune où l'un des intéressés est inscrit au registre de population, des étrangers ou d'attente, en informe l'officier de l'état civil de la commune où celui-ci est ultérieurement inscrit au registre de population, des étrangers ou d'attente, en insérant cette information dans le dossier de l'intéressé".

2. Le texte en projet ne détermine pas clairement si l'obligation d'information s'imposera durant deux ans à l'officier de l'état civil ayant refusé de célébrer le mariage, ou si cette obligation incombera successivement aux officiers de l'état civil des communes dans les registres desquelles les intéressés auront été inscrits pendant cette période.

.../...

Le délégué du ministre a précisé que la deuxième solution doit être retenue. Le dispositif devrait être remanié afin de l'exprimer plus clairement.

3. Le nouvel alinéa en projet de l'article 167 du Code civil prévoit que l'officier de l'état civil de la commune où l'un des intéressés est inscrit au registre de la population, des étrangers ou d'attente, informe l'officier de l'état civil de la commune où celui-ci est ultérieurement inscrit dans l'un de ces registres, "en insérant l'information dans le dossier de l'intéressé".

La référence à un "dossier" dans un article du Code civil se conçoit mal et n'apparaît dès lors pas souhaitable. L'article 167 actuel du Code civil ne fait d'ailleurs aucunement mention d'un tel dossier.

Si l'auteur de l'avant-projet entend néanmoins recourir à un dossier pour transmettre l'information du refus de l'officier d'état civil de célébrer le mariage en cas de changement de résidence principale, il conviendrait de savoir de quel dossier il s'agit.

Le délégué du ministre a indiqué que n'était en tout cas pas visé le "dossier du mariage" au sens de la circulaire du Ministre de la Justice du 17 décembre 1999 relative à la loi du 4 mai 1999 modifiant certaines dispositions relatives au mariage.

La question se pose donc de savoir s'il s'agit d'un autre dossier déjà existant ou d'un dossier nouveau, sous quelle forme celui-ci sera établi et conservé (format papier ou informatisé ?), quels documents ou pièces il comportera (seront-ce les documents et pièces de l'actuel "dossier du mariage" auxquels s'en ajouteraient d'autres tels la mention de l'action éventuelle du Parquet, les recours éventuels introduits par les intéressés ?), qui sera habilité à le consulter, quel sera son encadrement juridique et si une circulaire administrative sera élaborée à cet effet.

En tout état de cause, si le dossier ainsi constitué et le traitement de celui-ci répondent à la définition de l'article 1^{er}, § 3, et de l'article 3 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, il y a lieu d'appliquer cette loi dans toutes ses dispositions et de recueillir l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

4. L'obligation d'information que crée la disposition en projet est mise à charge de l'officier d'état civil pendant deux ans.

La question se pose de savoir s'il en résulte que la donnée qui fait l'objet de cette obligation ne peut être conservée que pendant ces deux années. Dans l'affirmative, il conviendrait que l'auteur de l'avant-projet puisse justifier des raisons ayant déterminé la fixation de ce délai.

Il y aurait également lieu de prévoir quel sera le sort de cette donnée à l'issue du délai de deux ans : sera-t-elle détruite et sinon, pourra-t-elle encore être invoquée dans le cadre d'un refus de célébrer un mariage ?

À cet égard, l'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur la différence de traitement qui pourrait exister entre :

- une personne qui maintient sa résidence principale dans la même commune dont l'administration continuera à pouvoir disposer, au-delà des deux ans, de la donnée non détruite alors que l'obligation d'information portant sur cette donnée a disparu;
- et la personne qui établit sa résidence principale dans une autre commune deux ans après le refus de célébrer le mariage, ce dont l'officier d'état civil n'aura pas connaissance, l'obligation d'information étant éteinte.

Cette différence de traitement doit être justifiée.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.429/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 mei 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek", heeft op 8 juni 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het voorontwerp

1. Zoals in de memorie van toelichting wordt uitgelegd, is het voorontwerp van wet erop gericht

"(...) transparantie te verzekeren tussen de gemeenten in geval van weigering van huwelijksvoltrekking (...). Vandaag reeds wordt de nodige informatie (over de weigering om het huwelijk te voltrekken) in toepassing van de artikelen 63, § 4, derde lid en 167, vijfde lid van het Burgerlijk wetboek ter kennis gebracht van de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van inschrijving of van actuele verblijfplaats van de partners, indien deze op het ogenblik van de weigering niet dezelfde is als de gemeente waar het huwelijk is aangekondigd. Hiermee wordt in de wet evenwel niet voorzien dat, in geval van latere wijziging van de hoofdverblijfplaats van één van de betrokkenen, de nieuwe gemeente van inschrijving eveneens wordt ingelicht over de weigering tot huwelijksvoltrekking waarvan hij het voorwerp is geweest (...)"

Het voorontwerp van wet strekt ertoe in die leemte in de wet te voorzien door artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek aan te vullen met een nieuw lid dat als volgt luidt:

"De ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar één van de betrokkenen zijn inschrijving heeft in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister, licht, gedurende een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de dag van de weigering, de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar hij nadien zijn inschrijving heeft in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister hierover in, door deze informatie in te voegen in het dossier van de betrokkene".

.../...

2. In de ontworpen tekst staat niet duidelijk of de informatieplicht gedurende twee jaar geldt ten aanzien van de ambtenaar van de burgerlijke stand die geweigerd heeft om het huwelijk te voltrekken, dan wel of die plicht achtereenvolgens geldt voor de ambtenaren van de burgerlijke stand van de gemeenten waar de betrokkenen gedurende die periode in de registers ingeschreven zullen zijn.

De gemachtigde van de minister heeft verduidelijkt dat voor de tweede oplossing moet worden gekozen. Het dispositief zou moeten worden herwerkt om die oplossing duidelijker tot uiting te laten komen.

3. Het nieuwe ontworpen lid van artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar één van de betrokkenen in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister is ingeschreven, de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar deze nadien in één van die registers wordt ingeschreven, op de hoogte brengt "door de informatie in te voegen in het dossier van de betrokkene".

Het is niet goed denkbaar dat in een artikel van het Burgerlijk Wetboek naar een "dossier" wordt verwezen. Die verwijzing is dus niet wenselijk. In het huidige artikel 167 van het Burgerlijk Wetboek wordt overigens helemaal niet naar zo'n dossier verwezen.

Als de steller van het voorontwerp evenwel met een dossier wil werken om, in geval van verandering van hoofdverblijfplaats, mee te delen dat de ambtenaar van de burgerlijke stand geweigerd heeft om het huwelijk te voltrekken, zou men moeten weten om welk dossier het gaat.

De gemachtigde van de minister heeft opgemerkt dat in geen geval wordt bedoeld op het "huwelijksdossier" in de zin van de circulaire van de Minister van Justitie van 17 december 1999 inzake de wet van 4 mei 1999 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende het huwelijk.

Bijgevolg rijst de vraag of het om een ander reeds bestaand dossier, dan wel om een nieuw dossier gaat en in welke vorm dat zal worden opgemaakt en bewaard (op papier of op computer?), welke documenten of stukken het zal bevatten (de documenten

en stukken van het huidige "huwelijksdossier" waaraan andere worden toegevoegd, zoals de vermelding van het eventuele optreden van het parket, de beroepen die de betrokkenen eventueel hebben ingesteld?), wie het zal mogen inkijken, onder welke juridische regeling het zal vallen en of daaromtrent een administratieve circulaire zal worden uitgewerkt.

Hoe dan ook, als het aldus opgemaakte dossier en de behandeling ervan in overeenstemming zijn met de definitie van artikel 1, § 3, en artikel 3, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, moeten alle bepalingen van die wet worden toegepast en moet het advies worden ingewonnen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

4. De informatieplicht die bij de ontworpen bepaling in het leven wordt geroepen, geldt ten opzichte van de ambtenaar van de burgerlijke stand gedurende twee jaar.

De vraag rijst of daaruit volgt dat de verplicht mee te delen informatie slechts gedurende die twee jaar mag worden bewaard. Als dat zo is, zou de steller van het voorontwerp moeten kunnen wettigen waarom die termijn wordt opgelegd.

Er zou ook moeten worden bepaald wat er na afloop van de termijn van twee jaar met die informatie zal geschieden: zal ze worden vernietigd en zo niet, kan ze nog worden ingeroepen in het kader van een weigering tot huwelijksvoltrekking?

In dat verband wordt de steller van het voorontwerp erop attent gemaakt dat er een verschil in behandeling zou kunnen bestaan tussen:

- iemand die zijn hoofdverblijfplaats behoudt in dezelfde gemeente waar het bestuur, na de termijn van twee jaar, over de niet-vernietigde informatie zal kunnen blijven beschikken, terwijl de verplichting om die informatie mee te delen vervallen is;
- en iemand die zijn hoofdverblijfplaats vestigt in een andere gemeente, twee jaar na de weigering tot huwelijksvoltrekking waarvan de ambtenaar van de burgerlijke stand niet op de hoogte zal zijn, aangezien de informatieplicht vervallen is.

Dat verschil in behandeling moet worden gewettigd.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS